Numérisation CERMTRI

1re Quinzaine d'Avril 1950. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 251. — 10 Francs.

LA VÉRITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Duguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-31 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

SOLIDARITÉ avec les Travailleurs algériens

VOICI quelques jours, des dépêches d'agence en provenance d'Algérie annonçaient qu'une soixantaine d'arrestations avaient été opérées à la suite de la découverte de dépôts d'armes. Bien entendu, la presse colonialiste, reprenant cette information, hurle au « complot » et appelle à la répression contre les militants du M.T.L.D.

Il est tout d'abord certain que le nombre d'arrestations est beaucoup plus élevé que celui qui a été annoncé. Et il est aussi évident qu'il s'agit là d'une de ces provocations policières dont l'impérialisme français est coutumier. Au surplus, le M.T.L.D. a très justement remis les choses au point dans un communiqué dont nous extrayons les passages suivants:

« Sous le prétexte d'un prétendu « complot », des dizaines et des dizaines d'Algériens ont été conduits et maintenus dans les locaux de la police où ils subirent la méthode des « aveux spontanés » dans laquelle excelle la police politique colonialiste... Comme il l'a toujours fait, le peuple algérien saura faire échec à cette politique de provocation qui tend à devenir permanente. L'impérialisme français et la presse à sa solde perdent leur temps s'ils prétendent réduire sa résistance aux assauts de l'injustice et du racisme. »

Venant après la saisie illégale du numéro 10 et d'un numéro spécial de « l'Algérie Libre » et l'arrestation de nombreux vendeurs de ce journal, tant à Paris qu'en province, il n'est pas douteux que la découverte du prétendu « complot » s'insère dans une nouvelle vague de répression qui s'étend à toute l'Algérie.

C'est un devoir pour chaque militant révolutionnaire de dénoncer les ignobles provocations de l'impérialisme français et de témoigner sa solidarité aux travailleurs algériens. Leur lutte est en effet la nôtre et, lorsqu'ils combattent pour leur indépendance, ils contribuent par cela même à la libération du prolétariat de la métropole.

LE FRONT UNIQUE ET LA DEMOCRATIE OUVRIERE

sabotés par les directions dans les grèves d'hier

ASSURERONT LA VICTOIRE DE DEMAIN

LA plupart des grèves se sont terminées sans que les travailleurs aient obtenu satisfaction, ce qui n'empêche pas Frachon (*Humanité*, 29 mars) de parler « des brèches faites dans le front patronal », de « grande victoire » des travailleurs du gaz et de l'électricité. Mais si l'Etat capitaliste et les patrons n'ont pas cédé devant l'action ouvrière, il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont incapables de tirer grand profit de l'échec des travailleurs. La campagne anticommuniste passe à un ton plus élevé, mais le Congrès du M. R. P. a montré les incertitudes du camp bourgeois.

Il en est ainsi parce que le capitalisme français est dans un état de décomposition avancé. Il perd de sa substance dans une guerre coûteuse et sans espoir au Viet-Nam; il est écrasé sous le fardeau des dettes des anciennes guerres et des crédits pour la prochaine; il n'a guère les possibilités de lutter sur les marchés mondiaux, et il voit s'approcher le spectre du chômage. La conséquence, c'est aussi une corruption inouïe dans ses cadres les plus élevés, contre laquelle les appels de Rémy Roure au « retour à la plus élémentaire moralité » seront vains.

Bidault avait pu franchir le cap du 1er janvier avec la question du budget; Pâques est arrivé, et il compte sur quelques manœuvres savantes pour prolonger son ministère. Mais pour les travailleurs, les revendications non satisfaites subsistent. Et, avant tout, les 3.000, en acompte sur un véritable minimum vital.

De nouvelles luttes sont indispensables pour les obtenir. Les travailleurs sont rentrés dans les usines, essoufflés mais non écrasés, non découragés. Tous savent qu'ils se battront à nouveau. Les luttes inévitables de demain peuvent même être le signal et l'expression d'une nouvelle montée ouvrière qui non seulement posera les revendications élémentaires de salaire, mais se développera jusqu'à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Comment préparer la victoire?

Répétons-le: le patronat et l'Etat ont obtenu des succès depuis la « Libération » non parce qu'ils étaient forts, mais parce que les directions ouvrières ont trahi les mouvements, car elles ont des intérêts différents de ceux des ouvriers et différents entre elles, les uns au service de la diplomatie du Kremlin, les autres avec le Parti socialiste au service du capitalisme français. Les ouvriers se sont trouvés divisés entre eux, tantôt sur le plan des revendications, tantôt sur le plan des industries. Les directions rivales ne manquent pas de se disputer, mais le jour où, sous la pression ouvrière, elles ont à une échelle limitée (comme dans la métallurgie parisienne) pratiqué un front unique entre elles, elles se sont entendues comme larrons en foire pour étrangler la démocratie ouvrière.

Les prochaines luttes doivent être dès maintenant préparées pour que soit réalisé le Front unique et que soit respectée la démocratie ouvrière. Front unique du haut en bas, contrôlé par des Comités élus par l'ensemble des travailleurs. Dans plusieurs usines, avec la fin de la grève, le Comité de grève a été transformé en Comité d'unité d'action. Initiative excellente à condition que le Comité de grève ait été élu. La préparation des prochaines luttes passe par l'élection dans toutes les entreprises de Comités d'unité d'action. C'est l'*élection* et le *contrôle* des travailleurs sur leurs élus qui assureront la démocratie ouvrière.

Il faudrait être naïf pour penser que les vieux dirigeants tireront une telle leçon du passé. La classe ouvrière devra leur substituer de nouveaux cadres, indépendants du capitalisme français et de la bureaucratie de Moscou. Mais aussi longtemps qu'ils seront encore suivis par un grand nombre de travailleurs, les minorités révolutionnaires, pour dissiper les illusions et pour renforcer leurs propres rangs, doivent entre autre appeler les grandes masses à contraindre leurs chefs à respecter les volontés de la classe ouvrière.

Réaliser le front unique, imposer la démocratie ouvrière, c'est préparer la victoire prolétarienne.

PAS DE BUREAUCRATES! DES OUVRIERS COMMUNISTES!

A des ouvriers révolutionnaires, il faut des dirigeants à la hauteur. Pas des bureaucrates! Des ouvriers communistes! » Excellentes, ces paroles de Thorez en prélude au Congrès de Gennevilliers du P.C.F. Mais que trouve-t-on derrière ces mots? Ce journal étant confectionné au moment où se déroule le Congrès, nous nous bornerons aujourd'hui à quelques observations sur la tribune de discussion publiée dans l'Humanité.

Dans cette discussion, la critique et « l'autocritique » se sont exercées à sens unique. Lecœur et Gillot, du Comité Central, critiquent les secrétaires fédéraux. Un membre du Bureau de la Fédération de la Seine critique l'échelon inférieur. Le membre du Bureau de section dénonce les faiblesses de la base... Tout comme à la caserne, l'engueulade descend du général au 2e classe en passant par l'adjudant et le maréchal des logis. Mais qu'un ouvrier à l'usine se fut permis, à l'égard du Bureau Politique, les paroles de Thorez: « Pas de bureaucrates! Des ouvriers communistes », on lui aurait réglé son compte comme à un simple « titiste ».

Autre observation: on n'a pas discuté la ligne du parti. Et pourtant, elle n'est réellement pas acceptée par tous les membres du P.C.F. Les résistances sont si fortes qu'elles percent dans la tribune de discussion. Lisez l'article de J. Veyrac, de la cellule Renault (Humanité, 29 mars). A la section Roquette, on lui exprima des désaccords sur la non-occupation des usines Renault par les grévistes. « Ce ne sera pas la première fois que le parti se trompe », déclare un militant qui ne trouvera certainement pas accès à la tribune du Congrès pour exprimer cette opinion.

Enfin, si l'essentiel de la tribune de discussion a porté sur la nécessité de POLITISER les grèves dans le sens de la lutte « pour la paix », c'est parce que la direction du Parti stalinien rencontre les plus grandes résistances à la base même du parti. Non pas dans la question générale de la « politisation » des luttes revendicatives, mais dans l'objectif même de cette politisation. Depuis 1947, les luttes ouvrières ont à chaque fois échoué parce que, alors que dans leur développement, elles touchaient au problème politique du renversement de l'Etat capitaliste et de l'instauration du pouvoir ouvrier, les dirigeants staliniens de ces luttes étaient guidés par la politique dite de paix, c'est-à-dire par les intérêts diplomatiques du Kremlin dans la « guerre froide » avec Washington. « Politisées » dans le sens de la lutte pour le pouvoir, les luttes revendicatives se seraient développées en grèves générales, dirigées par des Comités élus, et auraient, dans l'état de décomposition du capitalisme français, mené le prolétariat à la victoire. « Politisées » dans le sens de la lutte pour le compromis le plus favorable pour Moscou, elles ont abouti aux grèves tournantes, à des combats fragmentés, et par suite à des défaites des travailleurs, tandis que l'Etat bourgeois se renforçait. Mais pas un ouvrier communiste, parmi tous ceux très nombreux qui pensent ainsi, ne pourra venir le dire à Gennevilliers. Ce serait du « titisme », du « trotskysme » qu'il faut expurger de partout, y compris des organisations de masse (selon Gillot, du Comité Central).

A des ouvriers révolutionnaires, il faut des dirigeants à la hauteur! Aux métallos de la Région Parisienne, aux mineurs du Nord, aux dockers de Marseille..., aux ouvriers révolutionnaires qui se sont battus en 1947, en 1948 et récemment encore, le même appareil bureaucratique des Thorez, Duclos, Fajon, etc..., sera renouvelé par le meeting en six jours de Gennevilliers. Des dirigeants à la hauteur, les ouvriers communistes n'en produiront qu'en construisant un parti révolutionnaire, un parti qui n'aura pas pour politique la combinaison de pacifisme et d'aventurisme soutenue par Y. Farges, l'abbé Boulier et Pierre Cot, mais la lutte pour le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale.

Pierre FRANK.

MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE
Congrès constitutif
les 8, 9 et 10 avril
151, boulevard de la Gare
La séance de l'après-midi du 8 et celle du 10 au matin seront publiques

Pour illustrer l'histoire stalinienne du Parti bolchevik

(D'après « Knjizevne Novine » de Belgrade)

Après la manifestation de Saïgon le gouvernement Bao-Daï se disloque

LE 19 mars, 4.000 *Viet-Namiens protestaient dans les rues de Saïgon contre la présence dans le port de deux navires de guerre américains. Cette manifestation prit les proportions d'une émeute au cours de laquelle la police fut débordée et le centre de la ville tomba pendant un certain temps entre les mains des manifestants.*

La presse a essayé d'amoindrir la portée politique de la manifestation dirigée, selon elle, par les traditionnels « éléments extrémistes agissant dans l'ombre » et entraînant de pauvres « étudiants fanatisés ». Et dans tout le battage qui a suivi, parmi le fatras d'enquêtes publiées par tous les journaux d'information, parmi tous les articles sensationnels des envoyés spéciaux, c'est à peine si l'on a pu lire qu'au lendemain de cette manifestation, trois ministres de Bao-Daï avaient démissionné. La bourgeoisie française ne veut certes pas admettre qu'il ne s'agit pas au Viet-Nam de la lutte clandestine d'une minorité, mais au contraire d'une révolte profonde de toute la population vietnamienne contre un gouvernement qu'on veut lui imposer par la force des armes et qui voit tous les jours se rétrécir la base sur laquelle il repose. Contrairement à toutes les déclarations des ministres, diplomates, généraux et journalistes, la journée du 19 mars à Saïgon a été une claire démonstration du fait que, loin de perdre du terrain, le Viet-Minh gagne à sa cause d'autres couches de la population; et ceci non seulement dans les campagnes, dans les maquis où il contrôle la situation, mais à Saïgon, dans le fief de l'impuissant gouvernement Bao-Daï.

La démission des ministres n'est pas un fait épisodique, sans importance comme on a voulu le faire croire, mais signifie au contraire que le clan même des collaborateurs se désagrège. Le mouvement Cao-Daï, qui groupe 1.500.000 membres, est entré en opposition ouverte avec l'actuel Président du Conseil qu'il accuse de ne pas défendre les intérêts nationaux du Viet-Nam. Non seulement, ses dirigeants ont pris nettement position à ce sujet, mais, selon [illegible] d'une agence de Ho Chi [illegible] du mouvement [illegible] corps expédition[illegible] voltés contre leurs [illegible] d'attaquer un village au sud-ouest de Saïgon.

Non, le Viet-Minh n'est pas près de se rendre!... Les gros titres des journaux bourgeois annonçant victoires sur victoires, cachent en réalité une inquiétude profonde. En face d'une situation qu'il a de plus en plus de mal à contrôler, le gouvernement Bidault se voit obligé de rechercher à l'extérieur l'appui qu'il ne peut trouver à l'intérieur et il se tourne anxieusement du côté de l'impérialisme américain. Le spectre d'une alliance militaire possible entre Ho Chi Minh et Mao Tse Tung est un atout sérieux pour essayer de convaincre les « anti-colonialistes » américains d'intervenir d'une manière plus

(Suite page 3.)

Rien ne nous empêchera de voir nous-mêmes ce qui se passe en Yougoslavie

répondent les jeunes de chez Renault aux calomnies et aux menaces d'intimidation lancées contre eux par les staliniens.

A l'appel du Comité pour l'envoi d'une brigade Renault en Yougoslavie, des dizaines de jeunes ouvriers de l'usine ont donné avec enthousiasme leur accord pour participer à une brigade de travail cet été en Yougoslavie.

Voyant le succès d'une telle initiative auprès des jeunes qui refusent de croire sur parole les attaques lancées contre la Yougoslavie et Tito par ceux qui, il y a deux ans, les citaient comme modèles, les staliniens ont diffusé un tract calomnieux à l'égard de ces jeunes et des jeunes qui veulent s'y rendre.

La riposte des jeunes décidés à partir a été prompte. Le Comité pour l'envoi d'une brigade Renault en Yougoslavie a diffusé un tract en réponse à celui des staliniens, dans lequel il est dit, entre autres:

« Les procédés utilisés (à l'égard de la Yougoslavie) ne sont pas nouveaux dans le mouvement ouvrier. En effet, les camarades se souviennent qu'en avril 1947, aux usines Renault, une grève éclatait. Cette grève, dirigée par les ouvriers eux-mêmes, vit pleuvoir sur elle un tombereau de calomnies de la part des dirigeants staliniens de la C.G.T. Les communistes siégeaient alors au gouvernement aux côtés de Ramadier et consorts, et en leur compagnie défendaient le blocage des salaires, prétendaient que la grève était « l'arme des trusts », etc... Les camarades qui, à l'époque, avaient pris la tête du mouvement furent traités de la pire façon: « Fascistes, agents des trusts, stipendiés du gouvernement, etc... » Trois jours après le début de la grève, les membres du P.C.F. et les dirigeants de la C.G.T. tournaient casaque en même temps qu'ils quittaient le gouvernement bourgeois, et la grève, comme par enchantement, devenait le meilleur moyen de lutte des travailleurs... Comment pouvons-nous faire confiance à des gens qui hier traitaient les ouvriers de fascistes et aujourd'hui les encensent? Et vice versa, qui hier présentent Tito et le régime yougoslave comme des modèles pour les démocraties populaires, et aujourd'hui les traitent de fascistes? C'est précisément parce que nous n'avons pas confiance, parce que nous ne voulons pas croire sur parole, que nous entendons nous rendre compte PAR NOUS-MEMES DE CE QUI SE PASSE EN YOUGOSLAVIE!

« ...NOUS VOULONS LA VERITE! NUL NE NOUS EMPECHERA DE LA CONNAITRE! »

UN GÉRANT LOYAL DU CAPITAL

TOUT le monde bourgeois, Truman en tête, a pleuré la mort de Léon Blum; dans le prolétariat, par contre, la disparition du leader du Parti socialiste n'a guère provoqué d'émotion. Personne ne s'est trompé: la bourgeoisie, et avant tout la bourgeoisie française a perdu un *gérant loyal*, pour employer la propre expression du défunt.

Il avait des dons exceptionnels. Mais son intelligence, sa résolution, ses initiatives, il les mit, sa vie durant, au service du régime établi, tout en parlant de socialisme. Nous n'avons ici la place que pour rappeler les faits les plus saillants. Son antibolchevisme fut constant. Ce n'est que contraint et forcé par la poussée des masses qu'il accepta le front unique de 1935. C'est aussi contraint et forcé qu'il subit les occupations d'usine de 1936, mais c'est aussi sous son ministère que, pour la première fois, les forces armées furent employées pour chasser les ouvriers des usines qu'ils occupaient. C'est aussi sous son ministère que la police tira à Clichy sur les travailleurs qui s'opposaient à une manifestation des Croix de Feu. On a encore en souvenir sa politique de « non-intervention » pendant la guerre civile en Espagne. Et lorsque Daladier, Président du Conseil, envoya Pétain en ambassadeur auprès de Franco qui venait de triompher, ce fut Blum qui défendit cette mesure en écrivant — environ un an avant le coup d'Etat de Bordeaux — que Pétain était « le plus noble et le plus humain de nos chefs militaires ».

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il a joué, le plus souvent dans la coulisse, un rôle important dans la IVe République, notamment en maintenant le peu de cohésion du parti socialiste et en assurant, jusqu'à ces dernières semaines, la participation socialiste au gouvernement. La stabilité interne du parti socialiste se montrera désormais encore moins grande. Les combinaisons et manœuvres entre les partis bourgeois et le parti socialiste ne seront plus aussi aisées à établir et à maintenir. Le régime inauguré à la « Libération » et qui est en profonde décomposition avant même que d'avoir pu se consolider, perd en Blum une force des plus grandes.

Il nous faut dire encore un mot au sujet

(Suite page 3)

Numérisation CERMTRI

Il faut aider "LA VÉRITÉ"

Notre appel de la quinzaine dernière a été entendu. Les listes de versements d'« Amis de la Vérité » et de souscription exceptionnelle que nous publions ci-dessous le prouvent.

Mais ces premiers versements doivent servir d'exemple et être sans délai suivis par de nombreux camarades qui, eux, n'ont pas encore répondu.

Ces quelques exemples pris au hasard, nous en sommes sûrs, les décideront à se joindre à ces pionniers du relèvement financier de notre journal.

Notre camarade Moro, des Landes, nous écrit :

Mes ressources d'ouvrier bûcheron sont limitées, mais je vais quand même augmenter mon aide et j'enverrai 250 francs à la fin du mois.

Le Bureau de l'Union Albacienne des Anciens Combattants nous adresse 150 fr. en disant :

Nous regrettons beaucoup la modicité de notre obole, mais la situation de notre caisse ne nous permet pas de faire mieux pour l'instant.

Un camarade de Meurthe-et-Moselle nous écrit :

Soyez certains que je ferai mon possible pour aider à la lutte que vous menez depuis de longues années et à laquelle je prends part, car seul le P.C.I. défend le Prolétariat.

Un sympathisant du 19e, le camarade L..., a fait une véritable campagne autour de lui et recueille deux abonnements et trois sympathisants en précisant :

J'espère pouvoir faire plus par la suite; quelques autres camarades grévistes ont promis de verser directement à « La Vérité » dès qu'ils le pourront.

Des travailleurs vietnamiens de Dunkerque et de Oharonvshein votent sur leur caisse des versements respectifs de 5.000 et 2.000.

Plus significatif que tous est le geste de trois sympathisants de Vincennes qui ne disposant que d'un budget très restreint veulent absolument aider « La Vérité » et s'engagent à un soutien mensuel de 20 francs. L'un d'eux nous promet de bientôt constituer un groupe d'Amis de la Vérité dans sa localité.

De tels exemples ne resteront pas sans écho.

Brest. — Janvier, carte 2762: 100; février, carte 2393: 100; mars, carte n° 2805: 50; n° 2762: 50; n° 2102: 50.

Banlieue Nord. — Un ami de la V.: 200; *Cell. Renault*, carte 1039: 200.

TOTAL: 750 francs.

Liste de souscription: cellule 13e: 240; S. H., travailleur vietnamien: 100; Lyon: liste de souscription: 440; Bourbis: 1.000; Travailleurs Vietnamiens de Juvincourt: 2.000; Tarragnert: 100; liste de souscription Puy-de-Dôme: 2.700; Menager: 100; Ray: 500; Goffrei: 500; Maurice: 300; Pauhier: 200; H. Strasbourg: 1.000; liste de souscription Renault, département 76-4 C.V., n° 139: Rollet: 100; Paulo: 30; Jacques: 30; Calisse: 50; Guy: 50; Pierrot: 50; René: 30; Michel: 20; Charlot: 100; XXX: 30. — TOTAL: 9.730 fr.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI!

PRIX DE L'ABONNEMENT

1 an (24 num.): France	200 fr.
1 an: Colonies, par avion:	
Afrique du Nord	300 fr
A. O. F.	440 fr.
Indochine.	680 fr.
1 an: Etranger	350 fr

Emmanuel Mounier

La direction du P.C.I. a adressé à la revue « Esprit » ses condoléances pour la perte de son directeur, Emmanuel Mounier. Il avait, par son activité dans des milieux jusqu'alors le plus souvent étrangers au mouvement ouvrier, contribué à tourner ceux-ci vers les organisations ouvrières et à surmonter bien des préjugés et des préventions à l'égard du marxisme. Il avait résisté à l'entreprise du stalinisme au moment où celui-ci exerçait son hégémonie sur le mouvement ouvrier.

DANS LE FINISTÈRE

Virage Stalinien sur la Laïcité

La conférence des 4 et 5 mars de la Fédération P.C.F. du Finistère a donné lieu à une série de critiques et d'autocritiques. Le bulletin intérieur de préparation à cette conférence nous donne quelques renseignements à ce sujet. A vrai dire, la ligne de la direction du P.C.F. n'a pas été discutée une seconde. La discussion a porté uniquement sur la question de savoir qui était encore dans le « zig », quand la ligne passait dans le « zag ». Cela n'est pas une plaisanterie. Dès la page 3 du bulletin, nous lisons « *la Fédération continuait sur sa vieille lancée avec des mots d'ordre dépassés* ».

Dans le beau temps du tripartisme, quand Thorez parlait à Monceau-les-Mines du « *gouvernement que préside avec autorité notre ami Félix Gouin* », en somme, à l'époque où le vin n'avait pas encore tourné, le camarade Maurice se plaisait à idéaliser l'école laïque.

« *C'est vraiment l'école neutre... qui en appelle à la raison et à la science. C'est l'école du dévouement au bien public, l'école de la solidarité et de la fraternité, l'école du courage et de la vertu.* » (*L'Humanité*, 29 avril 1946.)

A cette époque donc, la direction du P.C.F. placardait le portrait du grand laïc Jules Ferry. Avec une adresse diabolique, l'ignoble Jules Ferry avait réussi à cacher aux dirigeants staliniens, qu'il fut jadis le promoteur de la campagne colonialiste du Tonkin.

Cette idéalisation de l'école laïque entraîna bien des déviations dans le P.C.F. Je me souviens qu'à Morlaix, il n'y a pas tellement longtemps, les conseillers municipaux P.C.F. ayant voté par mégarde un crédit de 10.000 francs pour la J.O.C. durent, devant la réprobation unanime des travailleurs, faire une « autocritique » dans « *La Bretagne* ». Les pauvres élus ne se doutaient pas qu'ils allaient devoir, sans tarder, faire implicitement une autre autocritique... en sens inverse de la première.

Pendant tout ce temps, la thèse de Jdanov mûrissait dans la tête de Jeannette Vermeersch. Et le 28 janvier dernier, elle déclarait au Parlement: « *Les écoles laïques ou confessionnelles sont toutes des écoles de la classe dominante. On y apprend les bienfaits du colonialisme et de la civilisation occidentale.* » Le lecteur aurait tort de penser que Jeannette et Maurice sont fâchés. Non, on passe du super-opportunisme à l'ultra-gauchisme, et l'instituteur militant de base doit s'apprêter à écrire son autocritique s'il ne veut pas être injurié.

Certes, il est très juste de dire (page 9 du bulletin), au sujet de la grève des papetiers de Scaer: « Faut-il aider les enfants des grévistes des écoles libres au même titre que les autres? Oui, car le plus important est de gagner la grève contre le patron. » Mais de là, à passer sur des positions de compromis avec le clergé et la religion, il y a un pas.

Aujourd'hui où la classe bourgeoise montre clairement qu'elle considère que l'enseignement laïque n'est plus un instrument suffisant pour éduquer les jeunes dans le respect d'un régime qui croule. Aujourd'hui où la bourgeoisie montre clairement qu'elle a besoin en dernier ressort de Dieu comme référence légitimant son exploitation. Aujourd'hui où les bourgeois « laïques d'hier » enlèvent les pierres de l'école publique pour bâtir de nouvelles écoles de curés. Aujourd'hui, il est criminel de faire comme la direction P.C.F. qui appuie uniquement sur les aspects semblables des deux écoles sans marquer les différences et sans montrer la grande réconciliation des « bourgeois athées » et des évêques.

Au cours de la conférence fédérale, la direction P.C.F. s'est plue à montrer tous les aspects faux de l'apologie du « laïcisme », afin de mieux cacher aux instituteurs P.C.F. sa criminelle politique ultra-gauchiste sur la question laïque. Et au lieu d'éduquer les militants P.C.F. de Saint-Hernin dans l'esprit du matérialisme historique, la direction stalinienne attaque violemment l'instituteur communiste de sa localité qui reproche à des militants d'envoyer leurs gosses à l'école des curés.

Mais cette politique en zig-zag et des histoires scabreuses révoltent plus d'un militant.

Il ne faut pas chercher de remède chez les grands dirigeants rebouteux qui se sentent déjà si proches des distributeurs « d'Opium du peuple ».

Brest, 15-3-50. André CALVÈS.

GENERAUX, CHANOINES R. P. F. & Cie

La Commission d'enquête poursuit ses travaux. C'est-à-dire qu'elle s'achemine tout doucement, ainsi qu'il était aisé de le prévoir, vers l'enterrement de « l'affaire ». Sans doute, des sanctions administratives et disciplinaires sont-elles demandées contre Rey et Mast. Sans doute aussi la Commission demande-t-elle l'ouverture d'une information pour faux témoignage contre Bouzanquet, ce curieux dirigeant syndicaliste dont les principales activités s'exerçaient en direction des services secrets ou des affaires véreuses.

Quant au classement du dossier Peyré, s'il était difficile de ne pas retenir la responsabilité de Queuille et de Ramadier, la Commission n'en a pas moins accepté le principe de la « raison d'Etat » qui permet de tout faire en évitant la Haute Cour.

Retenons que le R.P.F. Castellani a été obligé de reconnaître qu'il était un des familiers de Peyré et que la générale Mast, dont la déposition fut d'ailleurs fort discrète, a légèrement mis dans le bain le chanoine Kir qui a l'habitude de circuler avec une bouteille de Bourgogne dans chaque poche.

En même temps, nous avons su se développer contre le Parti Socialiste la manœuvre amorcée par Coste-Floret et les supporters du fantoche Bao-Daï.

C'est là, en définitive, le fond du problème. En effet, la bourgeoisie, en même temps qu'elle utilise sans arrêt les réformistes contre la classe ouvrière, ce qui l'amène à certains ménagements à l'égard des Moch et autres Ramadier, poursuit son offensive contre le Parti Socialiste et contre les Syndicats — si traîtres qu'ils soient — car il s'agit pour elle de briser les reins à toute organisation qui rassemble des ouvriers.

Il n'est pas douteux que certains chefs socialistes trempent dans toutes les sales combinaisons du capitalisme. Mais ils sont, en définitive, les seuls compromis, ce qui permet au Comité des Forges ou à la Banque d'Indochine — beaucoup plus aptes à tirer leur épingle du jeu — de jouer l'indignation et de faire dénoncer par une presse aux ordres, en même temps que le régime parlementaire, les « dirigeants ouvriers ».

A ces manœuvres, la classe ouvrière doit opposer son front unique qui, balayant les chefs pourris et traîtres, permettra en même temps de démasquer et de vaincre ceux qui tirent les ficelles de ces tristes marionnettes.

SURPLUS AMÉRICAIN

Depuis la rupture avec C. Bourdet, Combat a remplacé toute ligne politique par des « noms ».

Ne reculant devant aucun sacrifice, M. Smadja y a même ouvert un rayon de surplus américains dans lequel, après tant d'autres, David Rousset prétend tailler la barbe de Marx.

Sans le dire ouvertement, Rousset jette aussi quelques pierres à Sartre et Merleau-Ponty qui, sous le titre « Les jours de notre vie » (Les Temps Modernes, janvier 1950), avaient décrit l'évolution de Rousset en termes qu'il nous suffit de reproduire. Rousset suit le chemin des intellectuels américains Hook, Farrell..., qui « ont jeté par-dessus bord, avec le stalinisme et le trotskysme, toute espèce de critique marxiste, toute espèce d'humeur radicale... Ils n'ont plus d'idée politique... (Ils ont) abouti au néant politique, et le néant est gouvernemental ».

LA VIE DU PARTI

COMITE CENTRAL

Le Comité Central s'est réuni les 25 et 26 mars. Il a discuté notamment de la situation politique telle qu'elle se présente à la suite des récentes luttes ouvrières. Il a constaté que les analyses et la politique déterminées par le VIe Congrès du parti avaient été rapidement vérifiées; et il a insisté sur la nécessité de poursuivre d'une manière plus intense la campagne pour le front unique.

Le C.C. a également étudié la politique du parti à l'égard de la jeunesse et de ses mouvements. Il a aussi examiné longuement la situation créée par les premiers effets de la crise du stalinisme et les modalités d'une politique de regroupement pour favoriser la construction du parti révolutionnaire en France.

Le C.C. a rappelé à tous les organismes du parti la nécessité de développer au maximum la campagne de défense de la Yougoslavie.

REGION PARISIENNE

Le Congrès de la Région Parisienne se tiendra le samedi 15 et le dimanche 16 avril.

LYON

Une nouvelle réunion de sympathisants sur la Yougoslavie a été tenue. Bonne assistance et bonne discussion.

REGION CENTRE-EST

Le Comité Régional s'est réuni à Lyon le 15 mars, avec la participation de camarades du Rhône, de la Loire, de la Drôme et de l'Ardèche.

Il a plus particulièrement envisagé les mesures pour renforcer les progrès accomplis à Lyon et préparé le travail pour Saint-Etienne.

BRETAGNE

La cellule de Brest a répondu à un tract calomniateur du Parti stalinien par un tract répondant point par point aux infamies et dénonçant la politique contre-révolutionnaire du Kominform.

CERCLE LENINE
A la Maison de la Mutualité
Vendredi 14 avril, à 20 h. 30:
« Emancipation sociale et libération nationale en Asie »
par FAVRE-BLEIBTREU
Vendredi 28 avril, à 20 h. 30:
« Capitalisme, Socialisme et énergie atomique »
par JEAN DELAPORTE

Tentatives de colonisation et de scission dans les Auberges de Jeunesse

Pour le profane, la question de la Fédération des Auberges de Jeunesse est un casse-tête chinois. Pour l'*Humanité*, ce n'est pas compliqué. Il y a les bons (la Fédération stalino-catholique) et il y a la Fédération constituée par Morice et les « trotskystes » (?) du C.L.A.J., agents de Morice. C'est simple, mais il fallait y penser!

DEUX FEDERATIONS

Il y a deux Fédérations. L'une, officielle, reposant sur le C.L.A.J.-P.A., organisation laïque qui groupe la très grande majorité des ajistes. A côté, existe une Fédération constituée par le bloc de l'O.C.C.A.J. et de la L.F.A.J. (ajisme confessionnel) et des organismes bureaucratiques dirigés par les staliniens (U.F.A.J.). Les organismes chrétiens et staliniens qui la composent avaient refusé que la représentation au sein de la Fédération soit proportionnelle au nombre d'adhérents de chaque organisation: ils s'opposaient à cette formule démocratique qui les aurait mis en minorité. Voici pourquoi nous sommes en présence de leux Fédérations.

MENACES SUR L'AJISME INDEPENDANT

La manœuvre stalino-chrétienne a fait le jeu du ministre Morice. Celui-ci comprit que la situation ainsi créée lui offrait la possibilité d'imposer sa tutelle au C.L.A.J.-P.A., la grande organisation ajiste qui sut, contre vents et marées, défendre pendant seize ans son indépendance et sa démocratie intérieure.

Le C.L.A.J.-P.A. traverse une crise très grave qui met son existence même en jeu. Face aux propositions ministérielles, il se divise en trois tendances violemment opposées et tint plusieurs Congrès successifs en quelques semaines.

La tendance qui l'emporte finalement, à une infime majorité, défendait la thèse de la capitulation devant le ministre, thèse qui se pare du joli nom de « Fédération Educative ». Elle accepte le contrôle gouvernemental sur les activités culturelles du C. L. A. J. Ses animateurs sont les jeunes bureaucrates du Comité Directeur, désireux avant tout de stabiliser leur position et d'en faire un confortable fromage.

Les deux autres tendances qui s'unirent en vue de mettre en échec la « Fédération éducative », divergent entre elles sur des points importants. L'une défend la thèse d'une *Fédération technique* dont le rôle se limite à la création et à l'entretien des Auberges de Jeunesse, *sans aucun droit de regard sur l'activité culturelle et éducative des organisations d'usagers* qui doivent garder une autonomie complète et rester maîtresses de leur propre gestion comme de leur démocratie intérieure. Les partisans de la Fédération technique savent que l'ajisme ne peut vivre sans les subventions nécessaires à l'entretien et au développement du réseau d'Auberges. Ils soutiennent la revendication des jeunes travailleurs qui exigent « des crédits », des « auberges » alors que le gouvernement dépense des centaines de milliards pour la guerre et refuse les crédits nécessaires pour les loisirs. Contrairement aux bureaucrates à la Mario Lili, ils ne pensent pas que la seule façon d'obtenir satisfaction pour cette revendication élémentaire soit de vendre au ministre l'autonomie du C.L.A.J.

La troisième tendance s'oppose à toute idée de Fédération. Elle est contre la revendication de crédits gouvernementaux pour les auberges, car, selon la mystique anarchiste, l'Etat étant source de tous les maux, les crédits pour construire des auberges sont aussi un mal dont il faut se garder. Cette thèse a été importée directement par la Fédération anarchiste qui se livre à un travail systématique de colonisation politique des clubs ajistes sous le couvert de l'apolitisme.

COLONISATEURS ET SCISSIONNISTES

La Fédération anarchiste s'apprête à franchir un pas de plus, qui entraînerait la mort de l'ajisme indépendant en France. Ce pas, c'est la *scission*. Les représentants de la Fédération anarchiste dans le C.L.A.J. préparent cyniquement et ouvertement la scission. Ils s'appuient, pour en venir à leurs fins, sur la révolte bien justifiée des ajistes contre l'autre colonisation, celle que préparent M. le Ministre Morice et ses supporters de la Fédération éducative. Ils exploitent la saine volonté des ajistes de rester indépendants pour préparer la scission désastreuse.

Quel serait, en effet, le résultat de la scission? Une moitié du C.L.A.J. partiellement amputée de l'opposition à la Fédération éducative, tomberait entièrement sous la coupe de Morice. Une fraction, soi-disant indépendante, se décomposerait rapidement en ne laissant que quelques groupes, peut-être prêts à s'affilier à la Fédération Anarchiste, mais qui n'auraient plus rien de commun avec l'ajisme. Ce serait la fin du C.L.A.J. indépendant, seule organisation de loisirs qui ait su maintenir son indépendance à l'égard de l'Etat, des Partis et des Eglises. SAUVER L'UNITE DU C.L.A.J., C'EST SAUVER SON INDEPENDANCE!

Nous espérons que les camarades ajistes, membres de la Fédération anarchiste, réviseront leur position et reculeront devant la scission liquidatrice. Il faut, d'abord et avant tout, que l'unité du C.L.A.J. soit maintenue. Ce n'est que dans l'unité que l'on pourra faire échec à la mainmise gouvernementale que mijotent les tenants de la Fédération éducative. Si l'unité est maintenue, l'immense majorité du C.L.A.J. se retrouvera dans un même camp pour résister et anéantir les efforts gouvernementaux. Sauver l'unité du C.L.A.J. c'est sauvegarder son indépendance. A bas les colonisateurs, quels qu'ils soient! A bas la scission!

B.

Ni concessions à l'impérialisme...

Les dirigeants yougoslaves ont mis à profit la récente campagne électorale pour faire le point de leur politique devant les masses, à la lumière de l'expérience acquise pendant la dernière période.

« *Nous sommes un Etat socialiste, nous sommes des communistes, nous bâtissons un Etat socialiste, le socialisme* », a déclaré Tito qui a ouvert la campagne en dénonçant la pression exercée par l'impérialisme américain sur la R.F.P.Y. « *Nous ne céderons pas, nous ne ferons aucune concession, même pas dans notre politique extérieure. Nous irons plutôt en haillons, aussi longtemps que nous n'aurons pas créé avec nos propres forces ce qui nous est nécessaire.* »

« *Nous devons toujours dire la vérité et la mettre en évidence, quelque pénible et amère qu'elle soit* », affirme-t-il en termes excellents devant le IIIe Congrès du Front Populaire de Serbie. « *En effet, si l'on regarde hardiment la réalité en face, on peut surmonter même les plus grands obstacles... Notre situation n'est pas facile... mais nous surmonterons les difficultés... Les kominformistes ont prédit que nous passerions dans le camp impérialiste; cependant nous n'y sommes pas passés, et nous savions qu'il n'en serait rien.* »

Au cours d'un meeting à Maribor, centre industriel slovène, E. Kardelj affirme même « *qu'aucun homme laborieux et conscient de notre pays ne songe à permettre le retour à l'ancien régime, au capitalisme* ». Et il dénonce la pression du capitalisme occidental, notamment les visées de l'impérialisme italien sur la zone yougoslave du territoire de Trieste.

De même Djilas: « *Notre organisation économique socialiste est tellement contraire au monde capitaliste occidental que la nature même des choses nous interdit d'accepter et d'attendre rien d'autre de lui que des échanges commerciaux, tels qu'ils sont en usage dans le monde capitaliste. Il est donc clair que nous ne pouvons pas pour le commerce, pour une nécessité momentanée quelconque, faire des concessions politiques et économiques, car ce serait un retour en arrière vers le capitalisme que nous avons définitivement condamné... Il est des idéaux plus élevés que toutes les difficultés et nécessités économiques du moment... notre idéal réside dans la lutte pour de nouveaux rapports sociaux, pour la société communiste... SI NOTRE PEUPLE ET NOTRE PARTI AVAIENT VOULU MARCHANDER AVEC LE SOCIALISME, LE PROGRES ECONOMIQUE ET L'INDEPENDANCE DU PAYS, ILS AURAIENT PU TROUVER DE BONS COMMERÇANTS A L'EST, ET CE-CI D'AUTANT PLUS FACILEMENT QUE CES DERNIERS SE MASQUAIENT AVEC DES PHRASES SOCIALISTES, AVEC LESQUELLES IL EST PLUS FACILE DE TROMPER PROVISOIREMENT LE PEUPLE QU'AVEC LA VULGAIRE DEMAGOGIE BOURGEOISE.* »

Enfin, Kardelj, avec tout le poids que donnait à ses paroles sa qualité de ministre des Affaires Etrangères, a déclaré huit jours avant les élections que la R.F.P.Y., « *en tant que pays socialiste, ne ferait jamais rien dans sa politique extérieure qui pourrait consolider les forces impérialistes. Nous ferons au contraire tout ce qui peut servir et raffermir les forces du progrès, de la démocratie et du socialisme. Nous ne le cachons pas et nous le proclamons devant le monde entier... La Yougoslavie socialiste ne peut rester neutre devant ce qui se passe dans le monde, mais elle n'appartient à aucun bloc et même sa propre politique, une politique extérieure démocratique, à laquelle toute forme d'agression est étrangère.* »

...Ni concessions au stalinisme

Mais le P.C.Y. ne recule pas plus devant l'Est que devant l'Ouest. C'est ainsi qu'à Split (ville principale de la Dalmatie), Tito a démenti devant 80.000 personnes les bruits de pourparlers secrets avec Moscou, que « certaines personnes » faisaient courir en Occident. « *Si quelqu'un désire négocier, a-t-il dit, le premier pas doit être fait par celui qui a provoqué le conflit. Nous n'avons cherché querelle à personne, nous voulons vivre en paix avec tout le monde. Si quelqu'un cherche à engager des pourparlers, — je ne le demande pas mais exprime seulement mon opinion, — si quelqu'un doit soulever cette question, ce n'est certainement pas nous.* On nous a tellement traînés dans la boue, tellement calomniés, que ceux qui en sont cause doivent d'abord nous faire des excuses, avant de nous parler autrement. » — « *Ils parlent en U.R.S.S.*, a remarqué spirituellement Pijadé, de possibilité d'existence parallèle des pays socialistes et capitalistes et de leur coopération pacifique. Pourquoi donc ne peuvent-ils vivre en paix et collaborer avec nous? *Même s'ils supposent que nous sommes un pays capitaliste, qu'ils essaient de vivre en paix avec ce pays capitaliste. Non, camarades, ce n'est pas en tant que pays capitaliste que nous les gênons, ni en tant que prétendus traîtres au socialisme. Nous les gênons justement parce que nous sommes un pays socialiste, un véritable pays socialiste.* »

Pijadé a mille fois raison. Si la Yougoslavie était redevenue capitaliste, elle ne gênerait pas plus les staliniens que la Finlande par exemple. C'est justement parce que le Parti Communiste Yougoslave est aujourd'hui cent fois plus communiste que Staline ne l'a jamais été que celui-ci n'a pas de pire ennemi. La R.F.P.Y, avec ses 15 millions 700.000 habitants, est devenue l'ennemi principal pour la deuxième puissance du monde et pour les bureaucrates staliniens de tous les pays; leur haine contre les masses travailleuses yougoslaves s'accroît au fur et à mesure que le P.C.Y. rompt les derniers liens idéologiques avec le stalinisme, qu'il fait siennes les unes après les autres les positions du marxisme révolutionnaire intransigeant, c'est-à-dire du trotskysme.

La magnifique campagne

C'est qu'il y a, en effet, aujourd'hui de par le monde des milliers d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires qui ont perdu leur confiance aveugle dans la direction stalinienne, et comprennent plus ou moins confusément qu'elle sert des intérêts qui ne sont pas les leurs. Ils restent néanmoins derrière les Partis communistes parce que ceux-ci leur apparaissent comme la seule force anti-

Numérisation CERMTRI

Reviendra, reviendra pas ?

(*De notre correspondant à Bruxelles*)

TROIS semaines ont passé depuis la consultation populaire. Malgré ses 57 % des voix, Léopold III n'est pas encore de retour en Belgique. C'est dire que la crise politique ouverte par cette consultation s'avère singulièrement difficile à résoudre. C'est dire que la résistance des masses laborieuses contre le retour de Léopold III, candidat au « pouvoir fort » des patrons de combat, fait réfléchir les plus fanatiques des « léopoldistes ».

La grève générale de 14 heures, organisée le vendredi 24 mars pour exprimer cette volonté de résistance en Wallonie, a pleinement réussi. Tous les grands centres industriels wallons — Liége, Charleroi, Mons, La Louvière, Verviers, Mouscron, etc. — connurent des arrêts de travail complets dans les charbonnages, la métallurgie, l'industrie des textiles, du verre, le commerce, etc. Les tramways stoppèrent. Même les chemins de fer furent partiellement arrêtés entre midi et 16 heures. A Bruxelles même, où fonctionnaires d'Etat et employés de commerce ne participèrent que partiellement au mouvement, il y a eu des collisions entre grévistes et jaunes. Toujours égal à lui-même, Spaak s'efforça, en vain cette fois-ci, d'appeler les grévistes au calme. Dans une puissante manifestation près de la gare du Nord, ceux-ci se heurtèrent à la gendarmerie montée, et se barricadèrent dans les locaux des grands magasins du Bon Marché. Une telle combativité des ouvriers assistés des étudiants (dont la presse bourgeoise a pourtant à dessein exagéré le rôle) n'avait plus été vue depuis 1936.

Au lendemain de ces troubles, la grande bourgeoisie commença à s'effrayer. « La populace », comme le journal réactionnaire *La Libre Belgique* appelle les grévistes du 24 mars, n'en était, de toute évidence, qu'à ses premières réactions. Même si les chefs réformistes, qui continuent à pousser le mouvement en avant, se retournaient brusquement et cherchaient à freiner, on peut penser que les événements suivraient leur logique propre. C'est pourquoi le régent, contre toute attente, chargea le libéral Dévèze d'élaborer une solution de compromis. Celui-ci s'adressa aux véritables dynasties régnantes, les directeurs des grands trusts « Société Générale » et « Banque de Bruxelles », pour qu'on règle le sort de ce roi-gêneur. L'opération, cependant, échoua. Deux trusts de moindre envergure, « Solvay » et la « Kredietbank », ont investi trop de millions dans les affaires de Léopold III, pour se permettre le luxe d'une brusque volte-face.

Que se passera-t-il? Si Dévèze passe la main, les catholiques peuvent s'efforcer de constituer un gouvernement réactionnaire homogène, qui disposerait d'une ou deux voix de majorité, grâce à quelques libéraux. Ils feraient alors revenir Léopold. Dans ce cas, une grève générale illimitée et des troubles très graves menacent dans tous les centres industriels du pays, y compris les Flandres où la majorité des travailleurs industriels sont contre le roi. Une autre éventualité, c'est une dissolution des Chambres, et de nouvelles élections au bout de 40 jours. Cela permettrait à la bourgeoisie de constater si l'agitation ouvrière peut se prolonger pendant des mois. Il reste encore possible qu'une pression conjuguée de la Grande-Bretagne et des grands trusts belges amènent Léopold III à un compromis: revenir à Bruxelles, puis abdiquer immédiatement en faveur de son fils Baudouin. Il est à craindre que les dirigeants réformistes se montrent fort satisfaits de cette « solution ».

Mais les travailleurs qui se sont lancés dans la lutte avec une combativité magnifique commencent à poser des questions bien embarrassantes pour leurs dirigeants. La question de la monarchie, du Sénat réactionnaire, de l'Etat bourgeois, se pose à leur attention à travers l'agitation actuelle. Pour que la grève générale illimitée réussisse, il faut des Comités. Pour refouler les provocations des gendarmes et des néo-fascistes en herbe, il faut des milices ouvrières. Si ces formes radicales d'organisation et de lutte surgissent dans la lutte, on pourra dire qu'une bataille commencée autour de la personne d'un roi deviendra, par sa propre logique, une bataille contre la bourgeoisie et contre le capitalisme. Les révolutionnaires ne l'ont-ils pas correctement compris d'avance? Et cela ne justifie-t-il pas leur participation au premier rang dans la bataille anti-léopoldiste?

H. VALLIN.

" L'Algérie Libre " RÉPOND A M. CROIZAT

Croizat, ancien ministre du Travail de de Gaulle, Gouin, Bidault, a envoyé une lettre à l'*Algérie libre*. Dans celle-ci, Croizat veut se disculper de la législation raciste et anti-algérienne dans le domaine de la Sécurité Sociale et des Allocations familiales qu'il a fait adopter au Gouvernement et au Parlement français quand il était ministre du Travail. Calomaiant notre journal, le ministre de de Gaulle reproche à l'*Algérie Libre* d'avoir fait état des informations publiées dans *la Vérité*. La réponse de l'*Algérie Libre* est nette, précise, cinglante.

« Quant aux rédacteur de l'*Algérie Libre*, travailleurs eux-mêmes, leurs informations concernant le prolétariat algérien, ils les puisent dans la tragique réalité des faits. C'est par cette probité qu'ils ont cité en « italique », comme doivent s'en souvenir les lecteurs de l'*Algérie Libre*, le journal *La Vérité* qui a souligné quelques jours avant eux le véritable fond du problème sur les allocations familiales des Nord-Africains en France. »

Les faits sont les faits. La législation instituée par Croizat dans le domaine de la Sécurité Sociale, des Allocations familiales et des conditions de salaires et de travail, est une législation discriminatoire, raciste, imprégnée de l'esprit colonialiste. Mais l'aveu même en est donné par l'ancien ministre quand il écrit dans sa lettre:

« Vous ne devez pas ignorer que pour l'élaboration d'un texte législatif, l'auteur est dans la nécessité de se tenir dans un cadre qui est fixé par des principes juridiques. »

Ces principes juridiques, ce cadre dans lequel Croizat se meut, sont les principes juridiques, le cadre codifiant « l'Union Française », c'est-à-dire la domination de l'impérialisme français sur les peuples coloniaux. Croizat ne peut transgresser ces principes et ce cadre, voilà ce qu'il avoue.

Félicitons l'*Algérie Libre* en déclarant: « M. Croizat devrait prendre en considération cette question cruciale dans le domaine des revendications syndicales, au moment où la *classe ouvrière française à laquelle nos travailleurs apportent leur appui est engagée dans la bataille pour l'amélioration de son sort.* »

Belle leçon d'internationalisme prolétarien donnée par le mouvement du Peuple Algérien à l'ancien ministre et futur ministrable pour qui les travailleurs français ou coloniaux ne sont qu'une masse de manœuvre pour l'application d'une politique bureaucratique.

P. LAMBERT.

Le discours de Djilas à l'Université de Belgrade

Belgrade, 19 mars. — Au cours d'un grand meeting électoral d'étudiants et de professeurs à l'Université de Belgrade, Milovan Djilas, secrétaire du Bureau politique du Parti communiste de Yougoslavie, a déclaré que les questions fondamentales dans le développement de la Yougoslavie sont la démocratisation intérieure par la lutte contre la réaction bourgeoise et le bureaucratisme et par l'incorporation des masses dans l'administration de l'Etat et de l'économie, par la lutte pour l'indépendance nationale dans le socialisme et la lutte pour l'édification socialiste. « *Ces questions sont étroitement liées les unes aux autres ainsi qu'à la lutte menée par le Parti communiste, les masses laborieuses et tous les peuples de Yougoslavie contre le révisionnisme actuel dont le centre se trouve en Union soviétique et, plus précisément, dans le Comité Central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S.* », a-t-il déclaré. Il a souligné que le développement de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la démocratie socialiste, peut suivre deux voies: celle qui conduit à son dépérissement dans la mesure où se développe le socialisme même, ou celle du renforcement et de la transformation de la bureaucratie en une caste privilégiée vivant aux dépens de la société prise dans son ensemble, bien qu'elle ne lui soit plus nécessaire, ni dans la lutte contre les vestiges du capitalisme ni dans l'organisation de la production, car la coopération libre des producteurs peut déjà diriger elle-même le processus de la production. « *Le développement des forces productives en Union Soviétique*, a dit Djilas, *a atteint un tel degré que les rapports sociaux ne lui correspondent plus, pas plus que ne lui correspondent les méthodes de direction du processus même de la production ni la manière de répartir les produits.* »

Djilas a déclaré ensuite que les formes sous lesquelles apparaît ce processus en Union soviétique sont les suivantes: établissement de rapports non égalitaires et d'exploitation des autres pays socialistes; estimation non-marxiste du rôle des chefs, estimation qui, souvent, prend la forme de vulgaires faux historiques et d'idolâtrie semblable à celle qui existe dans les monarchies absolues; différences de salaires plus marquées encore que dans la bureaucratie bourgeoise et qui varient entre 400.000 et 15.000 roubles; hypertrophie idéologique du nationalisme grand-russe et la sous-estimation et la subordination du rôle, de la culture et de l'histoire des autres peuples; politique de répartition des sphères d'influence avec les Etats capitalistes; monopolisation de l'interprétation de l'idéologie marxiste et de la tactique du mouvement ouvrier international; instauration de méthodes de mensonges et de calomnies dans le mouvement ouvrier; négligence de l'étude de Marx, Engels, Lénine, et surtout de leurs principes sur la légalité de la période transitoire et de la société communiste; sous-estimation de l'accord des consciences, surtout de la conscience des masses en lutte pour une nouvelle société; tendance à une liquidation effective de la démocratie socialiste et à la transformation de celle-ci en une démocratie de pure forme; impossibilité de lutte d'opinion et freinage de l'initiative des masses, revision des bases philosophiques du marxisme.

« *Etant donné, notamment, que l'U.R.S.S. fut le seul pays socialiste, que, de plus, il était arriéré, encerclé par le capitalisme, et que le rôle de la conscience des masses dans la lutte pour l'édification socialiste était relativement faible, de même que les forces révolutionnaires intérieures et extérieures, il en est résulté la création d'une couche privilégiée de la bureaucratie, le centralisme bureaucratique, la transformation provisoire de l'Etat en « une puissance au-dessus de la société* ».

« *Vu tous ces faits, il faut observer ce qui se passe en Union Soviétique comme une crise du socialisme, comme une crise survenue au cours du développement socialiste de l'Union Soviétique. Cette crise n'a pas seulement commencé avec la résolution du Bureau d'Information, pas plus qu'elle ne s'achève avec le fait que quelqu'un expliquera théoriquement son caractère et ses causes, bien que cette explication soit une condition nécessaire à sa solution. La résolution du Bureau d'Information n'est que la position-clé de ce processus. Elle montre, ainsi que tout ce qu'elle a entraîné avant comme après, que les éléments bureaucratiques en U.R.S.S., après avoir stabilisé leur position privilégiée, tentent de trouver une solution à la crise intérieure dans le monde extérieur, c'est-à-dire de la camoufler provisoirement par les succès extérieurs, par l'exploitation et l'assujettissement des autres pays socialistes. Etant donné que les méthodes d'exploitation et d'assujettissement des peuples dans le monde actuel qui est partagé et où domine encore le capitalisme sur le marché mondial, ne peuvent être autres que des méthodes capitalistes, elles apparaissent inévitablement sous forme de lutte pour les sphères d'influence et sous forme de frein au développement ultérieur du socialisme, sous forme de lutte pour la victoire du socialisme là seulement, dans la mesure et sous la forme qui répondent aux intérêts égoïstes et hégémonistes de cette couche privilégiée.*

« *C'est ainsi que les contradictions entre le centralisme bureaucratique et les producteurs directs, c'est-à-dire les peuples, se sont inévitablement transformées, dans les conditions du voisinage socialiste, en contradictions extérieures, en conflit entre l'impérialisme bureaucratique et les aspirations des peuples à une vie libre et égale en droits.*

« *La source idéologique de tout cela doit être recherchée dans la révision de la question fondamentale du marxisme, la question étatique, c'est-à-dire la question du rôle de l'Etat dans la période transitoire, dans l'interruption de la lutte révolutionnaire, qui, sur le chemin vers le communisme, doit se dérouler tant contre les vestiges du capitalisme que contre le monopolisme de la bureaucratie et le bureaucratisme même. Bref, pour la concevoir dans son essence, la question peut se réduire à ce qui suit: le développement dans le socialisme doit-il se dérouler vers le renforcement du rôle monopoliste de l'Etat ou bien, avec la victoire du socialisme dans l'économie, vers le dépérissement de ses fonctions.* »

Insistant sur le fait que l'annihilation du bureaucratisme dans le socialisme ouvrira de nouvelles perspectives pour le développement socialiste, Djilas a dit: « *Le socialisme, en tant qu'ordre économique, est devenu une réalité historique que le capitalisme ne peut nier ni détruire et la solution des contradictions intérieures du socialisme devient la question fondamentale du développement international et la condition vitale non seulement du progrès ultérieur du socialisme à l'intérieur, mais encore des victoires à venir des masses laborieuses dans le monde capitaliste extérieur.* »

(*Fin au prochain numéro*)

La manifestation de Saïgon

(Suite de la 1re page)

ferme et plus directe dans la guerre du Viet-Nam. Mais les Américains, à leur tour, hésitent. Ces derniers événements (en même temps que les étudiants et les ouvriers manifestaient à Saïgon, des mortiers vietnamiens bombardaient le port où étaient ancrés les navires américains) leur démontrent combien est précaire la base sur laquelle repose le gouvernement Bao-Daï et combien au contraire est forte la volonté du peuple vietnamien de lutter pour son indépendance. Aux déclarations décidées des semaines passées ont fait place des hésitations assez marquées pour inquiéter la bourgeoisie française. M. Jessup est toujours silencieux et énigmatique.

Ces jours derniers, la guerre du Viet-Nam est entrée dans une nouvelle phase. Le Haut Commandement français publie chaque jour un communiqué de guerre. Les armées du Viet-Minh sont passées à l'offensive dans les environs de Saïgon. Pour rétablir son prestige sérieusement ébranlé, l'impérialisme français a besoin d'une victoire qui, assurerait au gouvernement Bao-Daï une nouvelle stabilité relative, et qui pourrait peut-être dans une certaine mesure faire oublier la corruption des milieux français, révélée au cours de l'affaire Revers et Mast. Il jettera pour cela dans la balance le poids des milliards de son budget de guerre, et le tamtam battu dans la presse autour de problématiques et éphémères victoires permettra de faire passer au second plan le honteux trafic auquel se livrent les « protecteurs » français du Viet-Nam.

Mais les communiqués glorieux n'éteront rien au fait que le peuple du Viet-Nam, qui lutte depuis de longues années pour son indépendance, n'est pas prêt à renoncer à sa lutte. Ni les manœuvres diplomatiques, ni les interventions militaires, ni les pressions internationales ne pourront le faire renoncer à revendiquer la liberté à laquelle il a droit. Les événements des dernières semaines l'ont encore prouvé et les événements des semaines à venir le confirmeront certainement. Les travailleurs vietnamiens apportent ainsi l'aide la plus précieuse aux travailleurs de France en affaiblissant leur commun ennemi; et c'est pourquoi la lutte contre la guerre du Viet-Nam est une des tâches les plus impérieuses des prolétaires de France. Nous examinerons dans un prochain article comment cette lutte est menée.

La IVe Internationale vit et lutte

HOLLANDE

Le P.C.R. participe aux élections provinciales

Amsterdam, 11 mars. — Le Parti Communiste Révolutionnaire, section néerlandaise de la IVe Internationale, a décidé de participer aux élections provinciales qui auront lieu le 26 avril. Il présentera des listes de candidats dans les deux provinces principales, la Hollande du Nord et la Hollande du Sud. Le Comité Central du P.C.R. a lancé un appel pour la constitution d'un fonds électoral de 1.500 florins. Dans une déclaration, il affirme n'être mû par aucune illusion parlementaire, et combattre aux élections pour les objectifs pour lesquels le P. C. R. combat constamment. Le C.C. a adopté un programme de dix revendications autour desquelles sera conduite toute la campagne électorale. Notons parmi ces revendications, outre celles qui ont trait à la défense du niveau de vie des travailleurs, les revendications suivantes:

— La lutte pour la paix, c'est la guerre contre le capitalisme!

— Dissolution de l'Union néerlandaise et indépendance totale pour l'Indonésie!

— A bas la monarchie! Vive la République!

— Défense de la Yougoslavie contre le Kremlin et Wall Street!

— Pour les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe!

SUEDE

L'opposition dans le Parti Socialiste de gauche se prononce pour la IVe Internationale

Stockholm, 15 février. — Avec retard, nous recevons le texte d'une résolution votée à Stockholm par les membres de l'opposition révolutionnaire qui s'est constituée au sein du Parti Socialiste de gauche, au cours d'une réunion tenue le 18 décembre 1949.

Cette résolution déclare notamment:

« L'Histoire a prouvé qu'il n'y a eu qu'une seule Internationale qui ait maintenu le feu révolutionnaire durant la guerre impérialiste et qui ait donné des exemples de courage individuel et collectif qu'aucun historien, même bourgeois, ni personne de ceux qui prétendent avoir le monopole de l'antifascisme, ne peut nier. Alors que les partisans de la IVe Internationale ont souffert dans les camps de concentration de Hitler; alors qu'ils furent tués en Allemagne, Belgique, Hollande, France et ailleurs, les partisans anglais de la IVe Internationale ont défendu en Grande-Bretagne même le standard de vie des travailleurs... Les partisans de la IVe Internationale ne se sentent aucune responsabilité envers l'un quelconque des gouvernements d'aujourd'hui. Ils se sentent seulement responsables envers la classe ouvrière dans laquelle ils sont idéologiquement ancrés. Le léninisme-trotskysme a montré la voie vers la victoire de la Révolution en 1917-21, même si la bureaucratie stalinienne a, plus tard, avili les fruits de cette victoire. La lutte contre le système capitaliste... pour la victoire de la révolution et du socialisme continuera, car seule cette lutte sera capable d'empêcher la troisième guerre mondiale. »

électorale du P. C. Y.

capitaliste de masses, donc « efficace »; et que de trop nombreux exemples de trahison leur font douter de la possibilité de rompre avec le stalinisme sans passer plus ou moins directement dans le camp impérialiste. C'est précisément parce que les militants de la IVe Internationale prouvent dans la pratique, par leur action quotidienne, que cela est possible qu'ils encourent la haine mortelle des bureaucrates. L'importance extraordinaire de la Yougoslavie réside en ceci qu'elle fait aujourd'hui *à l'échelle de la politique mondiale* la démonstration, non seulement qu'on PEUT rompre avec le stalinisme sans passer dans le camp impérialiste, mais encore qu'on DOIT rompre avec le stalinisme si l'on veut rester fidèle au communisme, aux intérêts vitaux des masses opprimées. Le P. C. Y. et la IVe Internationale encourent les mêmes haines pour la même raison: parce qu'ils expriment la plus grande force de notre époque, la force de la révolution prolétarienne, la puissance invincible des travailleurs de tous les pays.

Lorsque Kardelj, par exemple, affirme qu'au sein des directions des partis communistes se trouvent « des bureaucrates routiniers aux idées étroites qui ont, depuis longtemps, perdu contact avec leur propre peuple et n'ont plus rien d'un militant révolutionnaire » — et que « de tels dirigeants ne se demandent pas pourquoi la politique kominformiste a amené l'affaiblissement du mouvement ouvrier et son isolement des autres forces démocratiques et pacifiques dans bien des pays. Ils ne se demandent pas d'où vient qu'au moment même où la cause du socialisme devait obtenir dans les pays capitalistes de nouveaux adhérents dans le monde entier, à la suite de la victoire de la révolution chinoise, s'affaiblit le mouvement ouvrier et se consolident les forces réactionnaires » — quoi d'étonnant alors si les bureaucrates staliniens tremblent à l'idée que les larges masses, qui se posent les mêmes question que Kardelj, pourraient être amenées par lui à y répondre comme lui? Quoi d'étonnant s'ils craignent plus un Kardelj que mille Blum ou mille de Gaulle?

Contre le bureaucratisme

Le bureaucratisme, lié consciemment ou non avec le Kominform, constitue pour la Yougoslavie socialiste un danger bien plus grand que les éléments capitalistes encore existants — parce que le bureaucratisme tend spontanément et constamment à se développer sur la base de l'économie socialisée, comme une tumeur sur un organisme vivant prédisposé. C'est ce qu'ont très bien compris les dirigeants yougoslaves, et c'est pourquoi ils ont placé, surtout dans la dernière période, la lutte contre le bureaucratisme au centre même de leur politique. Nous consacrerons des articles spéciaux aux mesures économiques et politiques prises dans ce sens. Nous citerons donc seulement ici quelques déclarations marquantes faites pendant la campagne électorale (1).

Voici comment Djilas, dans son discours de Titograd, définit les tâches de la nouvelle Assemblée nationale: « *Elle devra diriger le développement de l'Etat et de l'économie vers une participation toujours plus grande des masses populaires à l'administration de l'économie. Elle devra aussi réduire de plus en plus par voie législative la bureaucratisme et les bureaucrates, et renforcer sans cesse le rôle des masses populaires... Elle devra hardiment et sans hésitation suivre la voie que lui a tracée le peuple dans sa lutte, et cette voie est toute nouvelle, personne encore ne l'a prise pour entrer dans le socialisme. Car on sait qu'en Union Soviétique la bureaucratie joue un rôle bien plus grand qu'il n'est nécessaire...* »

Et Tito, dans son discours de Split, a développé cette idée absolument correcte et essentielle « *que la dictature du prolétariat ne peut être une fin en soi, elle ne peut être appliquée contre le peuple, contre les travailleurs eux-mêmes, elle ne doit se manifester que dans la mesure où il s'agit de supprimer l'ennemi de classe... Car tel est précisément le rôle historique de la dictature du prolétariat. Mais lorsqu'il s'agit du peuple, de ceux qui travaillent, qui se trompent parfois, mais qui ont le désir de corriger leurs erreurs, il ne peut plus être question contre eux de dictature du prolétariat* ».

Il a insisté sur la différence entre la suspicion systématique qui « *tue moralement l'homme... laissons ces méthodes aux pays qui les ont engendrées, nous n'avons rien de commun avec elles, et la vigilance qui a « une portée éducative » qui consiste, par exemple à « citer les injustices commises par les représentants du pouvoir envers le peuple et insister pour qu'elles soient redressées* ».

Un langage internationaliste

Le P.C.Y. s'efforce de combattre les réactions chauvines que pourrait provoquer la campagne antiyougoslave du Kominform.

« *Dans le conflit de notre peuple avec le gouvernement soviétique*, Djilas, *il n'est pas question d'affection ou d'inimitié pour le peuple russe, mais de ce que nous voulons bien du peuple russe comme frère, mais pas de ses dirigeants comme maîtres.* »

Et Pijadé: « *La situation du peuple bulgare est aujourd'hui très difficile. Ne nous laissons pas induire en erreur par les calomnies, les duperies et les hypocrisies de leurs dirigeants actuels, ce qui nous ferait tomber dans une rage chauvine contre le peuple bulgare. Il souffre actuellement, mais il montrera un jour sa force et sa volonté, j'en ai la conviction, car il sait où sont ses véritables amis.* »

On ne peut s'empêcher de songer ici au fameux ordre du jour de Trotsky à l'Armée Rouge, au moment même où celle-ci se trouvait sous le feu des canons anglais: « *N'oubliez jamais qu'il y a deux Angleterre: celle des banquiers et des industriels qui nous combat, et celle du Travail qui est avec nous.* »

G. BLOCH.

(1) On lira dans le même numéro de *la Vérité* le discours de M. Djilas devant l'Université de Belgrade, qui marque le point culminant de la campagne électorale et reflète de nouveaux progrès essentiels faits par le P.C.Y. dans la compréhension du principal problème de notre époque, le problème du stalinisme.

Un GÉRANT LOYAL

(Suite de la première page)

d'une comparaison qui a été courante ces jours-ci entre Jaurès et Blum. Quelle dérision! Jaurès fut un des chefs de l'Internationale socialiste dans sa période d'ascension, dans la période où elle rassembla les grandes masses travailleuses de l'Europe; Jaurès représentait effectivement les travailleurs de cette époque. Blum a dominé son parti, mais son socialisme et sa personne étaient extérieurs aux masses travailleuses, même aux meilleures heures du parti socialiste entre les deux guerres. Jaurès, malgré son réformisme, représentait la puissance des travailleurs et il stimula leurs aspirations dans la voie du socialisme. Blum utilisa toute sa culture pour freiner la lutte des travailleurs contre le capitalisme. Jaurès restera vivant dans la mémoire des travailleurs. Quant à Blum, que les morts enterrent leurs morts.

Numérisation CERMTRI

LA LOI sur les conventions collectives

Nous avons, dans nos précédents articles, montré, à propos de la question des salaires, de la représentativité et de l'extension, combien la loi sur les Conventions Collectives a un contenu réactionnaire. Il nous reste maintenant trois chapitres essentiels à analyser: le droit de grève, la conciliation, l'arbitrage

LE DROIT DE GREVE

Après un long débat, en seconde lecture, l'Assemblée adopta, sur la proposition de Gazier (S.F.I.O.) et Moisan (M.R.P.), la disposition suivante: « La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié. »

Les parlementaires de l'extrême-droite voulaient introduire dans la loi une disposition anti-grève. Ils furent battus sur cette question par le vote commun des députés P.S., P.C.F., M.R.P. qui firent adopter l'amendement Gazier-Moisan. Voilà qui est bien, mais, hélas! il ne suffit pas de voter des lois pour sauvegarder le droit de grève, car la bourgeoisie, lorsque le rapport de force entre elle et la classe ouvrière lui est favorable, est toujours prête à violer sa propre légalité.

En première lecture, Croizat, au nom du groupe parlementaire P.C.F., avait très bien montré comment la bourgeoisie (patrons et gouvernement unis) avait, à la suite de nombreuses grèves, licencié des usines et même pénalisé des grévistes. Est-il besoin de rappeler l'exemple des mineurs? Mais en seconde lecture, le groupe stalinien, unissant ses voix aux voix des groupes socialistes et M.R.P., adopta l'amendement Gazier, sans dénoncer aucunement le caractère illusoire de ce vote.

Combien de métallurgistes seront, à la suite de la dernière grève, renvoyés des usines? Combien d'ouvriers du gaz seront pénalisés pour n'avoir pas répondu à « l'ordre de réquisition »? Les chefs ouvriers crient que la bourgeoisie viole la constitution! Ils ne sont pourtant pas imbéciles ou ingénus au point de ne pas voir que ce viol se produit après chaque échec de la classe ouvrière.

LA CONCILIATION

La loi prévoit que tous les conflits du travail doivent être obligatoirement et immédiatement soumis aux procédures de conciliation et que les Conventions collectives doivent contenir des dispositions suivant lesquelles seront réglés les conflits collectifs du travail.

A priori on peut penser qu'une telle disposition empêchera le patron, quand la grève éclate, de tenir le raisonnement suivant: reprenez le travail et nous discuterons ensuite. Maintenant les organisations syndicales peuvent l'obliger à discuter pendant la grève.

A discuter, mais pas à céder évidemment, aucune loi ne pouvant donner cet avantage à la classe ouvrière. Car pour faire céder le ou les patrons, il faut que les travailleurs soient dans LES FAITS les plus forts, non seulement contre les patrons, mais aussi contre le pouvoir d'Etat, car celui-ci utilise son rôle d'arbitre pour jouer les ouvriers.

Ce qui vient de se passer dans la métallurgie en est la plus vivante démonstration. Pour trouver une solution à ce conflit, la « Commission Nationale de conciliation », qui groupe des représentants des organisations syndicales ouvrières et patronales et des représentants de l'Etat, se réunit et discute des diverses propositions. Les patrons proposent 5 % d'augmentation. Les Syndicats protestent et opposent leurs propositions. Le Gouvernement en la personne du Ministre du Travail pense que la proposition des patrons est bien insuffisante, mais, contre les ouvriers, il maintient dans les usines ses flics et ses C.R.S. Les patrons résistent. Le Ministre du Travail qui a bien joué la comédie dit: devant l'impossibilité d'arriver à un accord, séparons-nous; nous avons tout tenté; si les patrons refusent de céder, nous n'y pouvons rien.

La loi prévoit des Commissions de conciliation régionales et départementales. Les organisations syndicales qui ont subi un échec total à la Commission Nationale exigent la mise en place rapide de ces Commissions. Mais elles subiront là aussi les mêmes échecs, car seule une action d'ensemble de la classe ouvrière peut faire céder les patrons et le gouvernement. C'est dans le cas où une telle action existe que les discussions autour des tapis verts peuvent avoir une signification. L'exemple de la métallurgie montre que, sur cette question de la conciliation, la loi a aussi dressé un cadre qui sert finalement uniquement les intérêts de la bourgeoisie.

L'ARBITRAGE

Malgré l'offensive de l'extrême-droite, la loi ne prévoit pas l'arbitrage obligatoire; les procédures d'arbitrage ne peuvent être déterminées qu'avec l'accord des parties.

Mais grâce à l'introduction d'un chapitre sur l'arbitrage, à la division des forces ouvrières et la politique des grands chefs ouvriers, la bourgeoisie a, en fait, la possibilité d'introduire, quand le rapport de force entre elle et la classe ouvrière lui sera favorable, des dispositions anti-grève. D'autant plus qu'une cour supérieure d'arbitrage, composée de hauts dignitaires (conseillers d'Etat et hauts magistrats), chargée « d'arbitrer les excès de pouvoir ou violation de la loi », a été décidée. Cette cour vient de se mettre en place. Au nom de la « violation de la loi », la bourgeoisie s'en servira dès que cela lui sera utile et possible. Gageons à coup sûr que ce ne sont ni les patrons ni les organisations patronales qui seront accusés d'avoir violé la loi. Celle-ci est faite pour les servir et si par hasard ils étaient amenés à lui faire quelque entorse, le gouvernement et les hauts dignitaires fermeraient pudiquement les yeux.

SUR LE FRONT OUVRIER

La grève de la Sécurité Sociale

Après trois semaines de grève, le personnel de la Sécurité Sociale rentre sur les propositions primitives du ministre. Ce n'est cependant pas une défaite. Pendant trois semaines, 90 % du personnel ont été en grève malgré les pressions de toutes sortes. C'est là un succès, car dans la mesure où l'écrasante majorité a participé au mouvement, il ne sera pas possible au gouvernement de faire adopter des mesures visant à porter atteinte à la Convention Collective du personnel. Voilà le résultat le plus important de la grève.

Néanmoins, ce mouvement aurait peut-être pu aboutir à des résultats plus substantiels s'il avait été dirigé autrement.

1° Le mouvement est parti sur les 3.000 francs. Mais les dirigeants C.G.T., F.O. et C.F.T.C. ont déclenché la grève, alors que les métallos, le métro, les Assurances avaient été dans l'obligation ou se trouvaient sur le point de rentrer. C'est-à-dire que, participant à un mouvement général pour les 3.000 francs, les dirigeants n'ont pas voulu lier la grève de la Sécurité Sociale à l'ensemble des travailleurs en grève pour le même objectif. Bien qu'à plusieurs reprises, des militants aient demandé la liaison entre la grève de la Sécurité Sociale et d'autres corporations, le Comité Central de grève s'est refusé à opérer cette coordination des forces. En fait, le Comité Central de grève a pratiqué une tactique telle qu'il a été contraint de se battre sur le terrain choisi par le ministre. La plus grande crainte du gouvernement avait été un mouvement d'ensemble. Dès qu'il vit que le mouvement de la Sécurité Sociale resterait isolé sur le plan corporatif, il adopta une attitude intransigeante.

2° Les organisations syndicales ont accepté de faire l'unité d'action, mais tant le Comité Central que les Comités locaux de grève n'ont jamais été élus par le personnel. Ils ont été désignés par les directions syndicales. Cette désignation bureaucratique a pesé sur tout le déroulement de la grève dans ce sens que le personnel en grève qui désirait passionnément l'unité d'action a vu constamment les dirigeants syndicaux s'efforcer de rompre cette unité, gage du succès du mouvement. Cette hypothèque bureaucratique a déterminé la forme de la grève, où le personnel n'a en fait participé au combat qu'en n'allant pas au travail, sans pouvoir déterminer véritablement les formes d'action permettant le succès du mouvement.

3° Facteur le plus important qui a assuré l'unité du mouvement, l'unité d'action doit être maintenue, car telle est la volonté unanime des syndiqués de base de toutes tendances. Pour assurer le maintien de cette unité, il faut que le personnel des Caisses de Sécurité Sociale élise les Comités d'Entente ou de Coordination où s'élaborera l'action à engager pour défendre les intérêts du personnel dans le maintien des avantages de la Convention Collective.

A Neuves-Maisons
Curieuse conception de la démocratie syndicale

Unité d'action, organe du « Comité pour l'unité d'action » des métallurgistes de Neuves-Maisons, publie dans son numéro 2 l'article suivant:

« Le Congrès de l'U.D. des syndicats doit se tenir les 25 et 26 mars 1950. Dans le rapport présenté dans le numéro spécial du Congrès du « Bulletin mensuel de Liaison et d'Information » (page 7), après un semblant de justification de l'exclusion de « Florence et Guilleminault conformément aux statuts », on peut lire: « *Nos syndicats doivent déceler et expulser publiquement tous ceux qui soutiennent ou défendent Tito...* » Mais l'article 3 des statuts de l'U.D. indique qu'elle « *décide son action dans l'indépendance absolue à l'égard du Patronat, des Partis politiques...* » et plus loin: « *La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut à l'intérieur de l'Union défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.* »

« *L'Union groupant les salariés de toutes opinions, aucun de ses adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation de son opinion qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale.* »

Cet article 3 est bien gênant et s'accommode peu avec l'ukase d'avoir à expulser tous ceux qui seraient tentés de ne pas être d'accord avec la ligne stalinienne sur la question yougoslave. Qu'à cela ne tienne, page 11, on peut lire que le Secrétariat de l'U.D. propose au Congrès la suppression pure et simple de l'article 3. C'était simple, mais il fallait y penser.

Cela signifie que les dirigeants de la C. G. T. veulent faire de celle-ci un instrument docile entre les mains des agents du Kremlin et qu'il faut éliminer tous les syndiqués qui auraient le courage de manifester des points de vue différents des géniaux chefs de la C.G.T. C'est là aussi l'indice qu'on prépare de nouvelles exclusions.

Où s'arrêteront-ils?

Chez Chausson

La rentrée s'est faite en bon ordre. Le sentiment général est qu'il faudra remettre cela plus tard. Qu'on tire les leçons de ce qui vient de se passer.

En fait, on n'a donné la parole aux ouvriers qu'à la fin, pour les associer à la décision de rentrer, mais dans aucune autre phase du mouvement. Dans les derniers jours, spontanément les travailleurs se regroupaient par catégories (outilleurs, fraiseurs...) pour discuter de l'attitude à suivre, chacun comprenant qu'il fallait avoir le maximum de cohésion à la base et que cela n'était possible qu'en se réunissant ainsi. C'est de cette façon qu'il faudra opérer pour désigner la direction des prochains mouvements.

Unité d'action dans les P T T

L'efficacité de l'unité dans l'action vient une fois de plus d'être démontrée au Central Télégraphique de Paris.

En réponse à l'attaque de l'Administration contre la répartition des congés qui, depuis 25 ans, étaient étalés sur vingt-quatre semaines, le personnel du Central, par six arrêts de travail (allant jusqu'à plus de deux heures), a fait reculer le ministre qui reconsidère le problème.

Les travailleurs de ce bureau ont fait la démonstration que l'unité dans l'action ne se réalisait pas derrière une seule organisation, qu'elle soit C.G.T., F.O. ou C.F.T.C., mais par la confrontation démocratique des positions de chacun, organisés ou inorganisés; laquelle a permis d'opposer un bloc uni face aux pouvoirs publics.

La vigilance des travailleurs pourra ainsi déjouer toutes les manœuvres administratives et préserver leur unité dans la lutte.

Aux chantiers du barrage Donzère-Mondragon (Ardèche)

Pour briser la grève, le gouvernement a envoyé ses C.R.S. et sa gendarmerie. D'où des incidents. Des arrestations ont été opérées, notamment de travailleurs algériens. La section de l'Ardèche du Syndicat National des Instituteurs a protesté contre les atteintes au droit de grève et exigé la libération des travailleurs emprisonnés.

Dans le Nord

Nous publierons dans notre prochain numéro, un article sur le chômage qui commence à sévir dans les mines.

La grève chez Arbel (Douai)

A l'appel des trois syndicats (C. G. T., F.O., C.F.T.C.), 83 % des ouvriers votèrent la grève le jeudi. Mais le lundi, sauf un, tous les délégués des organisations reprenaient le travail. Aux presses seulement, l'équipe et son délégué ont tenu huit jours et sont rentrés sans avoir obtenu satisfaction au cours d'une entrevue avec la direction.

Il y a dans l'entreprise un vif mécontentement sur les 5 % en raison de la hiérarchie qui favorise ceux qui ont de gros traitements, tandis qu'un O.S. travaillant sur les presses pour fabriquer des châssis de vedette Ford n'a qu'un salaire de base horaire de 42 fr. 10.

Au génie civil

entreprise de bâtiment (Douai)

Les licenciements ont commencé, affectant 45 ouvriers. Sur ce chantier, la grève a échoué et le patron en tire profit. Les travailleurs doivent se réorganiser pour faire front.

Dockers de Nantes

L'Unité Syndicale de la Région Nantaise a publié un article sur le mouvement syndical des dockers dont nous publions les extraits suivants:

« Depuis le départ de Tanguy avec la caisse du syndicat, il n'y avait pas eu beaucoup d'activité chez les dockers. Le syndicat (un des rares qui n'a pas été touché par la scission) vient de se réorganiser; maintenant les équipes seront représentées au conseil syndical par un délégué (les équipes étaient représentées par les chefs de panneaux seulement). Nos camarades dockers ont également pris la décision de refuser le chargement du matériel de guerre à destination de l'Indochine. Dans cette lutte, nos camarades auraient besoin de l'aide de tout le prolétariat.

Un port comme Nantes ne possède ni vestiaire, ni douche, ni garage à vélos et après une journée de pluie, nos camarades en sueur sont obligés de reprendre leurs vêtements qu'ils ont laissés là dans un coin et qui sont trempés. Il en est de même lorsqu'ils font un huit au charbon. Il n'y a rien de prévu pour se nettoyer sur place. Et pendant ce temps, les manutentionnaires accumulent leurs bénéfices avec la sueur de nos camarades.

LA LUTTE DES ÉTUDIANTS

Le 30 mars, à l'appel de la Fédération des Etudiants de Paris, 150 à 200 étudiants s'étaient rassemblés boulevard Saint-Germain pour appuyer une délégation chargée de faire connaître au ministre de l'Education Nationale leurs revendications: 50 % de réduction sur les transports parisiens, augmentation de la subvention aux restaurants universitaires, aménagement des conditions de paiement des bourses et augmentation de leur taux et de leur nombre.

Une fois de plus, le gouvernement avait fait appel à la flicaille pour maintenir « l'ordre » menacé. Et, comme toujours, les bourriques intervinrent, à coups de poing et à coups de matraque, avec leur brutalité coutumière.

Nos camarades, étudiants communistes-internationalistes, participaient à la manifestation et l'un d'eux fut embarqué en compagnie de quelques membres de l'U.J.R.F.

Au total, la manifestation fut un échec et la délégation, reçue par un quelconque sous-fifre, s'entendit répondre que la situation ne permettait pas au gouvernement d'accorder quoi que ce soit aux étudiants. Les leçons de cet échec sont claires. La bourgeoisie ne recule que lorsqu'elle y est obligée et une telle manifestation, pour réussir, eût dû être mieux organisée, mieux préparée et surtout axée sur des objectifs qui auraient permis de rassembler l'énorme majorité des étudiants — c'est-à-dire: minimum vital pour tous les étudiants et non des aumônes parcimonieusement distribuées, construction de logements décents et de Facultés modernes.

Chez Renault, après la grève

Bien que les ouvriers de chez Renault aient agi dans la mesure de leurs moyens pour arrêter la répression patronale, Lefaucheux, directeur de l'entreprise, a maintenu presque toutes les sanctions qu'il avait prises après la grève. En dépit de débrayages dans divers ateliers, de pétitions, de délégations aux chefs d'ateliers ou de départements, de délégations à la direction de l'usine ou à l'inspection du travail de Boulogne-Billancourt, la plupart des ouvriers licenciés ou mis à pied n'ont pas été réintégrés.

Le patronat veut écraser toute velléité de rébellion ouvrière, dissocier les organisations syndicales, diviser le front unique des travailleurs en frappant avec discernement sur les ouvriers C.G.T. seuls.

Dans un meeting organisé par la C.G.T., la C.F.T.C. et le S.D.R., plus de 2.000 ouvriers ont dit leur réprobation devant de telles méthodes. Les dirigeants des syndicats, bien qu'ils aient stigmatisé, à juste titre, les procédés dictatoriaux du patronat, n'ont pas donné les moyens concrets de résister à la répression pas plus que les possibilités réelles de préparer la contre-offensive ouvrière.

Chacun commence à agir répérément et à préparer sa petite cuisine. F.O. se livre à une démagogie effrénée (ces gens n'ont vraiment peur de rien!) en tentant d'apparaître comme les meilleurs défenseurs de la grève générale, en rejetant sur la C.G.T. la responsabilité de l'échec de la dernière grève. F.O. explique *après la grève* qu'il aurait fallu partir tous ensemble sans dire, et pour cause, quelles propositions concrètes elle a faites dans ce sens *quand les ouvriers étaient dans la bataille.*

La C.G.T., de même, accuse F.O. d'être l'artisan de la défaite et organise, de son côté, des meetings où elle regroupe à peine 200 ouvriers.

L'attitude du S.D.R. durant la grève fut si peu révolutionnaire que de profondes divergences s'y font jour et qu'un tract signé de quatre camarades seulement est sorti tout récemment. Nul doute que les adhérents de ce syndicat réfléchissent à la politique suivie par leur organisation quatre semaines durant. Alors qu'à son début, en 1947, Bois et les autres s'étaient fixé comme tâche la régénération du mouvement syndical, ils n'ont fait, tout au long de la grève, que de couvrir les staliniens. Pas une seule fois, ils n'ont exprimé à la tribune, à laquelle ils se faisaient gloire de participer, la moindre divergence soit avec Costes, Lunet ou Linet, soit avec les dirigeants C.F.T.C., soit avec les dirigeants F.O.

Chacun de ces syndicats sent bien pourtant que la question de l'unité d'action est décisive si nous voulons réussir, mais au lieu de faire appel à la démocratie ouvrière pour réaliser cette unité d'action, tous sont d'accord pour proposer que les Comités de grève se transforment en Comités d'unité d'action « pour continuer la lutte sous une autre forme ». Une telle proposition serait acceptable si les Comités de grève, au lieu d'être des sous-produits du « Cartel d'Unité syndicale », avaient été réellement l'émanation de l'ensemble des ouvriers en lutte. Or, au début de la grève, comme dans son déroulement, les Comités de grève n'ont pas représenté l'opinion générale des travailleurs, pas plus qu'ils n'étaient (à quelques exceptions près) élus démocratiquement par l'ensemble du personnel.

Les Comités d'unité d'action n'ont précisément de valeur que dans la mesure où ils rassemblent tous les ouvriers inorganisés et de toutes tendances syndicales et politiques. Fixer par avance la composition de ces Comités, c'est leur enlever 90 % de leur efficacité et de leur chance de réussite dans l'action.

C'est pourquoi nous pensons que chez Renault, la lutte contre la répression patronale et la préparation de la contre-offensive ouvrière doivent se mener par l'élection de tels Comités d'unité d'action dans des Assemblées générales qui, elles, peuvent très bien être convoquées sur l'initiative des trois syndicats.

La démocratie ouvrière, arme de la victoire

Dans la dernière vague de grèves, un aspect fondamental de l'unité d'action s'est clairement dévoilé. Les directions syndicales à l'échelon local ou régional ont réalisé une unité d'action. Mais dans la plupart des entreprises, les travailleurs n'ont pas été appelés à élire démocratiquement les représentants des organisations syndicales au Comité d'entente, ou de coordination. De plus, les inorganisés qui sont la majorité des salariés ne furent presque jamais représentés dans ces Comités d'unité d'action.

L'importance de cette méthode éclate aux yeux de tous. Après l'expérience du métro où, après avoir réalisé un Comité d'entente et fait effectuer un référendum pour la grève, les dirigeants des Syndicats Autonome, F.O. et C.F.T.C. ont rompu l'unité d'action; il est clair que si des Comités avaient été élus, si ceux-ci avaient élu le Comité d'entente, le personnel n'eût pas toléré une rupture bureaucratique.

Mais si la responsabilité de la conduite de la grève dans le métro semble reposer entièrement sur les syndicats non cégétistes, il faut dire que la C.G.T. qui accepte et préconise de telles formes bureaucratiques a une large responsabilité. En effet, chez Renault, aucun secteur n'a été appelé à élire démocratiquement son Comité de grève; de plus, dans les premiers jours de la grève, quand les ouvriers venaient pour participer à la grève, ils ne savaient que faire. Le résultat en a été l'évacuation par les C.R.S. de 400 ouvriers occupant l'usine. Bien que cette évacuation ait été qualifiée de victoire par le Comité de grève, il n'en reste pas moins que si les 30.000 ouvriers avaient été appelés à occuper l'usine, les C.R.S. n'auraient pu se permettre une telle opération.

Dans la métallurgie, les Assurances, le transport, la Sécurité Sociale, tous les Comités de grève ont *été* désignés bureaucratiquement. Les travailleurs qui s'engageaient dans l'action voulaient un Front unique national pour la grève générale. Mais les dirigeants, qu'ils soient cégétistes, autonomes, F.O. ou C.F.T.C., ne voulaient pas un mouvement d'ensemble. Frachon, dans un article de la *Vie Ouvrière*, a écrit que la C.G.T. ne voulait pas préparer la grève générale. Les dirigeants de toutes tendances s'opposaient à l'élection démocratique de Comités de grève. Car élus et contrôlés par la base, ces Comités de grève auraient pu poser les problèmes d'un mouvement général qui n'entrait pas dans les objectifs que s'assignaient les dirigeants.

Il est caractéristique de signaler qu'aucun courant syndical, sauf l'*Unité Syndicale*, n'a posé les problèmes de la démocratie ouvrière dans la grève. Bien au contraire, dans un article de la *Révolution Prolétarienne*, Hagnauer écrit: « A notre avis, le référendum doit être limité aux seuls syndiqués », ce qui signifie remettre à une minorité le soin de conduire les mouvements et faciliter les manœuvres bureaucratiques étrangères aux intérêts de la classe ouvrière. Les réformistes et autres dirigeants syndicaux si prompts à dénoncer les bureaucrates staliniens pour leur attitude antidémocratique se sont, dans les mouvements récents, montrés très silencieux sur ce point et, dans bien des cas, ont été aussi peu démocrates que leurs collègues staliniens. Ce n'est qu'en imposant la démocratie ouvrière que les intérêts ouvriers prévaudront.

POURQUOI ON EXCLUT au P. C. F.

Dans un récent numéro de *La Champagne*, un bonze stalinien local attaque violemment un militant du P.C.F., Lucien Renaud, Conseiller municipal de Pargny-sur-Saulx et, jusqu'en 1948, Trésorier de la section. L'auteur de l'article reproche, entre autres, à Renaud d'avoir fait circuler *La Vérité* et de « *recevoir régulièrement des publications de l'Ambassade titiste, qu'il lit assidûment, s'assimilant ainsi les calomnies qui y sont déversées envers le Parti Communiste Français et l'U.R.S.S.* ».

A la vérité, les staliniens ont une curieuse idée de l'information des militants ouvriers qui, selon eux, n'auraient pas le droit de lire une seule ligne en dehors de *l'Humanité*, *France Nouvelle* ou autres *Radio-Liberté*. Tu lis *La Vérité*? A la porte! Tu veux savoir ce qu'écrivent les communistes yougoslaves? A la porte! Curieuse conception de la démocratie... Il est vrai que la Papauté a déjà, depuis longtemps, institué l'Index. Et, en somme, les staliniens n'ont rien inventé.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au sommaire du numéro de mars-avril:

Editorial: Les élections anglaises.
Le test yougoslave, par Gérard BLOCH.
L'évolution du P.S.U., par Pierre FRANK.
Diplomatie et guerre au Viet-Nam, par FAVRE.
Causes et perspectives de la crise du stalinisme, par M. PABLO.
« Chasse aux sorcières » au pays du dollar.
Deux ans de Démocratie populaire en Tchécoslovaquie, par P. POSTEL.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le **21 AVRIL 1950**

Le Gérant : JULIA
Imp. Spéc. de " LA VÉRITÉ "